



**AMBASSADE DES ETATS-UNIS
KINSHASA.CONGO**

Pour Distribution Immédiate

Date: Le 27 octobre 2022

Email : KinshasaPress@state.gov

Site Internet: <http://cd.usembassy.gov>

Allocution lors d'une réunion du Conseil de sécurité de l'ONU sur la région des Grands Lacs

Mission des États-Unis auprès des Nations unies
Ambassadeur Robert Wood
Représentant alternatif pour les Affaires politiques spéciales
Le 26 octobre 2022

Je vous remercie, Monsieur le Président, et je remercie l'envoyé spécial Xia pour son exposé instructif au Conseil. Je souhaite également souhaiter la bienvenue aux représentants de l'Afrique du Sud, du Burundi, du Rwanda et de la RDC.

La stratégie régionale des Nations unies pour les Grands Lacs est un moyen important d'instaurer la paix dans la région. Nous apprécions également le fait que l'envoyé spécial utilise ses bons offices pour susciter un soutien international au processus de Nairobi. En dépit de ces initiatives, la situation humanitaire et sécuritaire dans la région des Grands Lacs reste profondément préoccupante. Les attaques de groupes armés, parmi lesquels Daech-RDC, CODECO et M23, ont tué plus de deux mille civils cette année.

Ces violences sont inacceptables, et les États-Unis exigent des groupes armés qu'ils mettent fin à leurs attaques contre les populations les plus vulnérables de la RDC. Nous appelons également les acteurs étatiques à cesser de soutenir ces groupes, notamment l'aide apportée par les Forces de défense rwandaises au M23.

La MONUSCO reste essentielle pour ramener la paix dans l'est de la RDC et dans la région au sens large, et elle mérite notre soutien total et sans équivoque. Elle aussi a subi des pertes au fur et à mesure de la dégradation de la situation en matière de sécurité, avec notamment la mort d'un Casque bleu pakistanais le mois dernier dans une attaque odieuse. Je présente mes condoléances à la mission, au Pakistan et à la famille du Casque bleu.

La rhétorique anti- MONUSCO augmente le risque déjà important pour les Casques bleus. Nous sommes donc préoccupés par les appels à son retrait immédiat et nous exhortons la RDC à travailler avec la MONUSCO en vue d'un retrait progressif, responsable et conditionnel, guidé par les critères du plan de transition conjoint. Personne ne plaide en faveur d'une présence permanente de la MONUSCO en RDC. Mais elle sert un objectif important qui rejoint les intérêts de la région des Grands Lacs dans son ensemble : protéger les civils, perturber les réseaux illicites et contribuer à stabiliser les institutions de gouvernance et de sécurité.

Les États régionaux, de manière bilatérale et par le biais de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE), ont également déployé des soldats pour faire face à l'insécurité croissante dans l'est de la RDC. Alors que ces actions progressent, il est impératif qu'elles n'aggravent pas une situation déjà tendue. À ce titre, nous demandons aux dirigeants régionaux de veiller à ce que les forces bilatérales et multilatérales respectent les droits humains, donnent la priorité à la sécurité des civils et s'abstiennent de toute activité illicite, telle que l'extraction de ressources naturelles. Il est tout aussi essentiel qu'ils se coordonnent avec les Forces armées de la RDC, la MONUSCO, les organismes humanitaires des Nations unies et les organisations non gouvernementales, et qu'ils complètent leur travail important.

Les États doivent également notifier formellement cette assistance au Comité des sanctions 1533, conformément aux résolutions existantes du Conseil de sécurité, y compris les forces burundaises déployées bilatéralement et dans le cadre de la Force régionale de la CAE. Comme c'est souvent le cas, nous avons passé beaucoup de temps aujourd'hui à parler de solutions militaires à un problème politique. Il va de soi que l'instauration de la paix dans les Grands Lacs ne passera pas par la force. La paix dépend d'un processus politique, d'une volonté politique et de solutions politiques.

À cette fin, les États-Unis ont annoncé en septembre un financement supplémentaire de 13 millions de dollars pour soutenir un processus électoral transparent en RDC. Ce financement s'ajoute aux 10,75 millions de dollars que nous avons déjà alloués à cette initiative. Nous sommes impatients de voir se dérouler un processus électoral inclusif, qui se conclura par des élections libres et équitables.

Renforcer les institutions démocratiques, rendre justice aux victimes, obliger les acteurs malveillants à rendre des comptes, respecter la souveraineté et l'intégrité territoriales des États et accorder la priorité aux civils sont autant d'éléments qui contribueront à instaurer la paix dans les

Grands Lacs. Les populations de la région ne méritent rien de moins. Je vous remercie, Monsieur le Président.

Voir le contenu d'origine : <https://usun.usmission.gov/remarks-at-a-un-security-council-briefing-on-the-great-lakes-region-3/>

Nous vous proposons cette traduction à titre gracieux. Seul le texte original en anglais fait foi.